Collectif Hopitaux-Santé-65
6, chemin Barat Chele
65100 POUYFERRE
Courriel : hopitaux-sante-65@laposte.net
Blog : <http://hopitaux-sante-65.over-blog.com/>

Le 18 janvier 2011

Madame Chantal ROBIN-RODRIGO
Conseillère Générale des Hautes-Pyrénées
Députée des Hautes-Pyrénées
3, passage Bruzaud Grille
Résidence Destenay
65000 TARBES

Madame la Conseillère Générale,
Madame la Députée,

Dans l'édition du 18 janvier 2011 du journal La Nouvelle République, un article intitulé « Non à un hôpital commun à Tarbes » rédigé lors de vos vœux à la presse, a profondément choqué les différentes composantes de notre collectif.

En effet, dans un premier temps, vous avancez une contrevérité en affirmant : « tout le monde est d'accord sur le principe d'un hôpital commun ».

Non, madame la Députée ! Tout le monde n'est pas d'accord, loin s'en faut ! En attestent, d'une part, la diversité et la représentativité des composantes de notre collectif (14 organisations, politiques, syndicales, associatives), d'autre part, les délibérations visant à s'opposer à la fermeture des hôpitaux de proximité déjà adoptées en Conseil Municipal par 81 communes de notre département et en cours de discussion par les 393 autres, et enfin l'expression populaire par le biais, à la fois, d'une pétition ayant été validée par plus de 20 000 signataires et remise à l'autorité préfectorale le 1^{er} décembre 2010, et d'une votation citoyenne conduite sur le secteur de Lannemezan et approuvée par 6500 signataires.

C'est donc faire peu de cas de la volonté, manifestement exprimée par une large frange de la population haut-pyrénéenne, de s'opposer au projet d'hôpital commun tel que vous le présentez et d'organiser un véritable débat public, que d'affirmer de manière péremptoire, comme vous le faites, qu'un consensus existe.

En outre, dans un deuxième temps, l'article vous attribue les propos suivants : « la rénovation de l'hôpital de Tarbes est abandonnée ». Surpris par de telles déclarations, le collectif Hopitaux-Santé-65, soucieux de conduire un débat transparent et contradictoire sur les hôpitaux de proximité, s'interroge sur le bien fondé d'une telle affirmation qui tend à faire la démonstration que les débats menés au plus haut niveau sont conduits à l'écart des populations concernées au premier chef et en totale opacité. Ainsi, nous vous demandons de bien vouloir nous faire part de vos sources, alors même que la décision officielle émanant de l'Agence Régionale de Santé n'a, à ce jour, été rendue publique à aucun moment.

Enfin, vous affirmez : « les parlementaires sont favorables à un hôpital public-privé ». Nous vous demandons de faire la démonstration que l'ensemble des députés et sénateurs de notre département sont favorables au partenariat public-privé ou, à défaut, de rectifier vos propos.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère Générale, Madame la Députée, nos cordiales salutations.

Le Collectif Hopitaux-Santé-65

Comités de défense de l'hôpital de Tarbes, de l'hôpital de Lourdes, de l'hôpital de Lannemezan, de l'hôpital de Bagnères, Europe Ecologie-Les Verts 65, Gauche Unitaire 65, Modem 65, NPA 65, Parti Communiste 65, Parti de Gauche 65, Parti Socialiste 65, CGT Santé 65, Sud Santé Sociaux 65, Convergence 65 pour la défense et le développement des services publics, Ligue des Droits de l'Homme 65.